

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 11 JUIN 2020

Délibération n° 2020-036- DC

Date d'affichage : Le 15 juin 2020	Le onze juin deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Théâtre Philippe Noiret à Doué-la-Fontaine - 49700 Doué-en-Anjou, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le quatre juin deux mille vingt.
Effectif statutaire : 81	Présents : (67)
Membres en exercice : 81	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Sophie ANGUENOT, Jean-Pierre ANTOINE, Gilles BARDIN, Fabrice BARDY, Alain BOISSONNOT, Yves BOUCHER, Alain BOURDIN, Laurence CAILLAUD, Françoise DAMAS, Pierre de BOUTRAY, Pierre-Yves DELAMARE, Michel DELPHIN, Jean-Paul DILÉ, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Christian GALLÉ, Isabelle GRANDHOMME, Didier GUILLAUME, Didier HUCHEDÉ, Isabelle ISABELLON, Benoît LAMY, Benoît LEDOUX, Sylvain LEFEBVRE, Eric LEFIEVRE, Astrid LELIEVRE, Sandrine LION, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Guillaume MARTIN, Sophie METAYER, Jean-François MIGLIERINIA, Étienne MOREAU, Frédéric MORTIER, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Laurent NIVELLE, Nicole PEHU, Gérard POLICE, Armelle PONCET, Sylvie PRISSET, Bruno PROD'HOMME, Jean-Philippe RETIF, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILAT, Nathalie SECOUÉ, Gilles TALLUAU, Eric TOURON.
Quorum : 41	Dont suppléé(s) remplacé(s) :
Présents : 67	Jacky MARCHAND par Bernard PELE
Excusé(s) : 10	Excusés : (10)
Dont représenté(s) : 8	Jacky BOUCHENOIRE, Michel APCHIN, Christophe CARDET, Béatrice GUILLON, Véronique HENRY, Charles-Henri JAMIN, Alain JOBARD, Géraldine LE COZ, Nathalie MORON, Yann PILVEN Le SEVELLEC
Absent(s) : 4	Dont excusés ayant donné pouvoir : (8)
Nombre de votants : 75	Michel APCHIN à Françoise DAMAS, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Bruno PROD'HOMME, Véronique HENRY à Marc-Antoine NERON, Charles-Henri JAMIN à Jean-Pierre ANTOINE, Géraldine LE COZ à Noël NERON, Nathalie MORON à Michel PATTEE, Yann PILVEN Le SEVELLEC à Eric TOURON.
Secrétaires de séance :	Absents : (4)
<i>Monsieur Guillaume MARTIN, conseiller communautaire de la Commune d'Epieds, et Monsieur Noël NERON, conseiller communautaire de la Ville de Saumur</i>	Jeannick CANTIN, Fabrice DUFOR, Jack LOYEAU, Isabelle TAILLECOURS

MESURES D'URGENCE À CARACTÈRE ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE EN RÉPONSE À LA CRISE SANITAIRE LIÉE AU COVID-19

L'arrêt brutal de l'activité a immédiatement généré pour l'ensemble du tissu économique des difficultés financières majeures, les dettes et échéances devant être honorées alors que l'encaissement des produits est au mieux fortement réduit, au pire interrompu.

Dans ce contexte très difficile, la Communauté d'Agglomération a souhaité, dès le début de la crise sanitaire du COVID-19 prendre, aux côtés de l'Etat, les mesures nécessaires visant à soutenir immédiatement le tissu économique de son territoire.

Son objectif est d'intervenir, via un ensemble de leviers, aides directes, report de charges, contribuant ainsi à alléger la pression qui pèse sur la trésorerie des acteurs économiques, et ainsi contribuer à soutenir la pérennité des entreprises.

I - Mesures dans le domaine économique

1- Report des loyers dus à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire par les entreprises locataires des bâtiments économiques

Concernant la pression qui pèse sur la trésorerie des entreprises, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a souhaité intervenir sur les charges de loyer qu'elle perçoit au titre des locaux loués aux entreprises.

Cette mesure a été proposée aux 32 entreprises hébergées dans les locaux de la Communauté d'Agglomération (pépinières de Distré et de Longué Jumelles, atelier et usine relais).

Concernant les échéances de loyer échu en mars qui avaient été déjà facturées, la Communauté d'Agglomération sollicite l'accord du Trésorier payeur pour suspendre toute relance et accorder automatiquement un délai sans pénalité aux entreprises qui rencontreraient des difficultés de paiement.

=> report des loyers pour les mois d'avril, mai, juin et juillet. Concernant le règlement de ces loyers, la Communauté d'Agglomération sollicite l'accord du Trésorier Payeur pour qu'un délai soit automatiquement accordé aux entreprises qui rencontreraient des difficultés de paiement et ce sans pénalité.

2- Adaptation du règlement d'intervention du dispositif d'aide aux entreprises de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire « Modernisation de l'Appareil Productif »

Par décision du bureau n° 2018-128-DB en date du 25 octobre 2018, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a approuvé le règlement relatif à la modernisation de l'appareil productif visant à soutenir le développement et l'investissement productif de ses entreprises.

Cette aide prend la forme d'une subvention dont le taux d'intervention est fixé à 30 % des dépenses éligibles plafonné à 30 000 €.

Le versement de cette aide est conditionné à la création d'emplois :

- création d'au moins un emploi (ETP en CDI) sur 3 ans pour une entreprise de moins de 20 salariés
- création d'au moins deux emplois (ETP en CDI) sur 3 ans pour les entreprises de 20 à 50 salariés
- création d'au moins trois emplois (ETP) en CDI sur 3 ans pour les entreprises de plus de 50 salariés

Compte tenu de la crise sanitaire du COVID-19, de ses conséquences sur l'activité économique des entreprises de Saumur Val de Loire, de la nécessité de soutenir l'investissement des entreprises pour contribuer à leur compétitivité et sur la proposition du groupe de travail développement économique réuni par visio-conférence le 30 avril dernier, il est proposé de modifier le règlement d'intervention relatif à la modernisation de l'appareil productif en faisant évoluer le critère d'attribution lié à l'emploi. Ainsi, le versement de l'aide ne serait plus conditionné à la création d'emplois (selon les conditions définies ci-dessous) mais au principe du maintien de l'emploi.

Cette évolution du règlement deviendrait applicable pour les nouveaux dossiers et les dossiers en cours non soldés ayant l'objet d'une attribution de subvention approuvée par convention entre la Communauté d'Agglomération et chacune des entreprises selon la liste mentionnée ci-dessous :

¶	Date¶	Montant-total subvention¶	Acompte-versé¶	Solde-à-verser¶
APROD-G¶	2018¶	18 074,00-€	9 037,00-€	9 037,00-€
VERANDAS ANGEVINES¶	2019¶	30 000,00-€	15 000,00-€	15 000,00-€
LOIRE CARROSSERIE¶	2019¶	23 936,00-€	11 968,00-€	11 968,00-€
LOIRE IMPRESSION¶	2019¶	30 000,00-€	15 000,00-€	15 000,00-€
AAS¶	2019¶	30 000,00-€	15 000,00-€	15 000,00-€
BF-USINAGE¶	2019¶	28 049,00-€	14 024,50-€	14 024,50-€
COMBRONDE PACKAGING¶	2019¶	30 000,00-€	15 000,00-€	15 000,00-€
DUJARDIN CONCEPTS¶	2020¶	14 276,00-€	7 138,00-€	7 138,00-€

3- Abondement de la CASVL au Fonds Territorial Résilience lancé par la Région des Pays de la Loire à hauteur de 199 058 €

Constitué de fonds issus de la Région, des Départements, des EPCI avec le concours de la Banque des Territoires, le fonds territorial Résilience se présente sous forme d'avance remboursable visant à renforcer la trésorerie des entrepreneurs, micro-entrepreneurs, et petites entreprises dont l'activité est impactée par la crise sanitaire et/ou les fermetures administratives liées à cette dernière.

La contribution minimale est de 2 € par habitant (en prenant en compte l'état de la population au recensement 2017 et la composition des EPCI au 1^{er} avril 2020) par le financeur du Fonds avec la possibilité pour les collectivités Banque des Territoires contribuent au Fonds territorial Résilience chacune à hauteur de 7 515 200 €, soit une contribution de 2 € par habitant sur le territoire de la Région des Pays de la Loire. La contribution sociale s'élève ainsi à 15 030 400 €.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a décidé quant à elle d'apporter une contribution complémentaire à hauteur de 2 € par habitant soit 199 058 €.

Ainsi, 2 € injectés par habitant sur le territoire permettent de lever 8 €.

Les modalités de mise en œuvre du fonds territorial résilience ont été définies dans le cadre d'une convention approuvée par décision du Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en date du 15 mai 2020.

Le fonds territorial Résilience prend la forme d'une avance remboursable et est octroyé sur les bases suivantes :

- Pour les entreprises jusqu'à 10 salariés inclus et dont le chiffre d'affaires est égal ou inférieur à 1 million d'euros HT
- 3 500 € pour les entreprises ayant un CA annuel inférieur à 50 000 € HT ;
 - 6 500 € pour les entreprises ayant un CA annuel compris entre 50 000 € et 100 000 € HT ;
 - 10 000 € pour les entreprises ayant un CA annuel compris entre 100 000 € HT et 1 000 000 € HT.

Pour les entreprises ayant un CA annuel compris entre 1 000 000 € HT et inférieur à 2 000 000 € HT et employant jusqu'à 20 salariés inclus, les secteurs éligibles pour cette catégorie seront limités à ceux définis par la réglementation nationale relative au fonds de solidarité nationale dans le cadre des mesures du plan de relance national en faveur du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de l'événementiel, de la culture, du sport, etc. : 20 000 € pour les entreprises ayant un CA annuel compris entre 1 000 000 € HT et inférieur à 2 000 000 € HT.

II - Mesures dans le domaine du tourisme

La filière tourisme est frappée de plein fouet par la crise. Les effets ont été ressentis de manière graduelle depuis fin février, jusqu'à l'arrêt des activités au 16 mars 2020.

L'annulation des séjours, l'absence de nouvelles réservations et l'incertitude qui pèse sur les conditions de la reprise amplifient les difficultés d'un secteur qui reste très hétérogène, tant du point de vue de la taille que de la solidité financière des entreprises.

Pour accompagner les acteurs de cette filière, confrontés à des difficultés sans précédent, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire propose de mettre en place des mesures destinées à répondre aux urgences de trésorerie.

Dans l'objectif de soulager la trésorerie des hôteliers et des hébergeurs du territoire, il est proposé, de reporter le recouvrement des versements des taxes de séjour perçues au titre des 3 premiers trimestres de l'année 2020.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire propose, pour les hôteliers et hébergeurs du territoire qui en exprimeront le besoin, le report exceptionnel du versement de la taxe de séjour selon le calendrier suivant :

- le recouvrement par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire du versement des taxes de séjour restant dues au titre du 1^{er} trimestre 2020 est reporté au plus tard au 15 septembre 2020, (au lieu du 20 avril 2020),
- le recouvrement par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire du versement des taxes de séjour restant dues au titre du 2^{ème} trimestre 2020 est reporté au plus tard au 15 septembre 2020, (au lieu du 20 juillet 2020)
- le recouvrement par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire du versement des taxes de séjour restant dues au titre du 3^{ème} trimestre 2020 est reporté au plus tard au 15 novembre 2020, (au lieu du 20 octobre 2020).

Ces reports de versement ne concernent pas les taxes de séjour collectées directement par les plateformes de location agissant en tant qu'intermédiaires de paiement.

Les dispositions concernant la collecte et la déclaration de la taxe de séjour sur le territoire communautaire restent inchangées, conformément à la délibération du Conseil n° 2019-074-DC du 27 juin 2019.

Aussi,
Vu les articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral numéro DRCL/BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016 instituant la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et ses ordonnances du 25 mars suivant qui ont décliné des mesures spécifiques en faveur des collectivités territoriales et de leurs groupements ;

Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

Considérant l'exposé ci-dessus ;

Il est proposé aux membres du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire :

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- D'APPROUVER l'ensemble des mesures d'urgence à caractère économique proposées en réponse à la crise sanitaire, et notamment :

- L'octroi automatique, pour les entreprises locataires de bâtiments économiques, d'un délai de paiement, sans pénalité, pour les échéances de loyer du mois de mars qui leur ont déjà été facturées, et pour lesquelles elles rencontreraient des difficultés de paiement, la Communauté d'Agglomération sollicitera le comptable public à cette fin ;

- Le report des loyers pour les mois d'avril, mai, juin et juillet. Concernant le règlement de ces loyers, la Communauté d'Agglomération sollicite l'accord du comptable public pour qu'un délai soit automatiquement accordé aux entreprises qui rencontreraient des difficultés de paiement et ce sans pénalité ;

- La modification du règlement d'intervention relatif à la modernisation de l'appareil productif approuvé par décision du bureau n° 2018-128-DB en date du 25 octobre 2018 supprimant le critère de la création d'emplois. L'aide sera désormais versée selon le principe du maintien de l'emploi. Cette évolution du règlement deviendrait applicable pour les nouveaux dossiers ainsi que les dossiers en cours non soldés faisant l'objet d'une convention d'attribution de subvention établie entre la Communauté d'Agglomération et l'entreprise concernée. Les autres dispositions du règlement d'intervention demeurent inchangés ;

- Le report des versements de la taxe de séjour par les hébergeurs à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, selon le calendrier précisé dans la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 75 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

16 JUIN 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire

Insertion au RAA du 2^{ème} trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte 7 Finances locales

7.4 Interventions économiques – 7.4.4 Autres

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »